

Notes de lecture 5

décembre 2010

Les « Notes de lecture » sont une publication a périodique.

L'avènement de la démocratie

III A l'épreuve des totalitarismes

1914-1974

Marcel Gauchet

(nrf Editions Gallimard, octobre 2010, 24 €, 661 pages)

Notes de lecture de Jean-Paul Allétru

La démocratie est une construction laborieuse. Marcel Gauchet dégage du « court XXème siècle », ou plus précisément de la période 1914-1974, la bonne nouvelle qu'est l'avènement de la « démocratie libérale » telle que nous la connaissons aujourd'hui, qui a réussi à surmonter les failles dont se nourrissaient les refus totalitaires (le bolchévisme, le fascisme et le nazisme) : « réussite aussi méconnue que décisive qu'il n'est que temps de tirer de l'ombre ».

Dans cet ouvrage volumineux, difficile à lire, émaillé de termes rares (hétéronome, reviviscence, inchoative, schème, ...), Marcel Gauchet se livre à une analyse particulièrement subtile et détaillée de l'évolution des idées sur la façon de gouverner, au cours de cette période extrêmement agitée.

Marcel Gauchet utilise souvent l'adjectif « libéral », sans qu'on réussisse à savoir précisément le sens qu'il lui donne (alors qu'on peut le comprendre de maintes façons). Aurait-il fallu lire tome précédent, qui examinait « la crise du libéralisme » ?

On aurait envie de prolonger la lecture de l'ouvrage par une réflexion sur l'état actuel de la démocratie, sur ses limitations, sur peut-être ses reculs... Faudra-t-il attendre le IV^{ème} tome ?

Mes commentaires personnels sont en italiques, et entre crochets. J'espère ne pas trahir le propos de l'auteur. Si c'était le cas, et si ces lignes lui tombaient sous les yeux, qu'il veuille bien m'en excuser. Si ces quelques pages suscitent un intérêt ou des interrogations chez certains lecteurs, je leur suggère fortement de se reporter à l'ouvrage lui-même. JPA

L'abîme de l'histoire.

La Grande Guerre a véritablement été la matrice d'un siècle – un siècle court, mais décisif, puisque s'y est tranchée, au fil d'affrontements titanesques en chaîne, la question ultime ouverte par la modernité, à savoir l'existence d'une alternative à la structuration religieuse.

La perspective du socialisme y acquiert une plausibilité nouvelle sous l'effet de l'omniprésence du cadre de l'Etat-nation. Et la guerre se montrera elle-même révolutionnaire, en achevant de détruire l'Ancien Régime sur le sol européen et en ouvrant la porte à l'instauration durable d'un régime révolutionnaire en Russie.

La nouvelle configuration issue de la Grande Guerre consacre les extrêmes. On ne peut comprendre l'attraction que les idéologies extrêmes ont exercée sans saisir l'ancrage des promesses totales dont elles étaient porteuses dans les données structurantes de l'expérience collective.

La mêlée sera d'autant plus terrible qu'elle sera grevée par une confusion notoire.

Le front antifasciste des vainqueurs de 1945 aura pour résultat de brouiller définitivement, peut-être, l'enjeu du siècle aux yeux du plus grand nombre, en accréditant l'idée d'une communauté d'inspiration des régimes « progressistes » plus profonde que l'opposition de leurs principes politiques et en interdisant de concevoir la parenté dernière des totalitarismes de signe opposé [*c'est peut-être sur ce point sensible que Marcel Gauchet aura le plus de mal à convaincre*]. Bref, il empêchera de reconnaître que l'axe du siècle était le conflit, non du progressisme et du fascisme, mais de la démocratie et des totalitarismes.

C'est dans les démocraties que la vraie révolution a eu lieu. Elles sont parvenues, à force de tâtonnements, à trouver les voies d'un mode inédit d'unification des collectifs. Ainsi arrive à son terme un travail de gestation de cinq siècles, celui qui commence par les primes déclarations d'indépendance du politique par rapport au religieux.

L'ère des religions séculières

La matrice de la Grande Guerre.

1914. Devant la déclaration de guerre, le pacifisme et l'internationalisme hautement revendiqués par le mouvement ouvrier se volatilisent. Les sans-patrie se découvrent une patrie.

La guerre se pose comme une « guerre du droit » du côté anglais et français, et, du côté allemand, comme une guerre pour l'identité nationale [*tiens ! à qui cela fait-il penser, aujourd'hui ?*] contre les démocraties décadentes.

Passé la première surprise, celle de la demande dévorante des champs de bataille, **les Etats** s'adaptent, instaurent des économies de guerre, **s'emparent du contrôle d'une grande partie de la vie économique**. « Cette guerre porte un coup décisif au principe de la propriété individuelle et prépare les formes futures de l'économie collective, en montrant que les affaires économiques ne sont pas affaires privées, mais la chose de tous », écrit Rathenau [homme d'affaires et homme d'Etat allemand] en 1916. Chacun a le sentiment que l'époque de l'économie anarchique, abandonnée aux hasards et aux caprices de l'intérêt individuel était close à tout jamais.

Sur les champs de bataille, et à l'arrière, le don de soi est érigé en expression suprême de la possession de soi : la Grande Guerre fut une formidable école de servitude volontaire. Il y a en germe une vision de la collectivité justifiant le don de soi [*peut-on faire le lien avec les attentats suicides d'aujourd'hui ?*].

La guerre est révolutionnaire. Elle brise les routines intellectuelles. Elle balaie les vestiges des vieilles hiérarchies statutaires [*Proust a bien illustré cet aspect*]. Le recours au travail des femmes remet en question les rôles sexuels... Ce travail multidimensionnel de transformation des sociétés trouvera sa consécration dans la destitution des autocraties de droit divin qui s'imposera comme une des conséquences les plus spectaculaires du conflit, au point de donner l'impression, sur l'instant, d'un triomphe historique de la démocratie.

Mais en fait de guerre du droit, c'est la guerre révolutionnaire qui prend le dessus, la perspective d'une rupture en règle avec cette pitoyable et bavarde démocratie bourgeoise. Ne tient-on pas, avec ces économies socialisées que l'effort de guerre a conduit partout à instaurer, les prémisses du régime révolutionnaire de l'avenir ?

La métamorphose des idéologies.

A la charnière du XIX^e et du XX^e siècle, l'héritage du passéisme religieux conserve suffisamment d'ancrages sociaux pour opposer une résistance efficace aux prétentions du futurisme idéologique. Mais, grâce à l'école et au journal, la sphère des opinions individuelles s'élargit.

Le socialisme se répand au sein du monde ouvrier, et, au-delà, dans la société en général. Tout relève de la décision, puisque tout a été produit ou construit. L'idée tend à prendre le pas sur les personnalités. La révolution sociale n'a rien à voir avec les menées de quelques agitateurs, elle sera le produit de l'action des masses.

L'intérêt fondamental qui prime sur tous les autres est forcément celui des dominants à perpétuer leur domination, c'est-à-dire l'intérêt de la classe possédante à maintenir les rapports d'exploitation inhérents au mode de production. La révolution ne peut plus être conçue que comme la résolution violente des contradictions entre ces forces sociales primordiales que sont les classes, dont, de manière générale, l'antagonisme constitue le moteur de l'histoire. Dans ces conditions, une démarche minoritaire, insurrectionnelle et volontariste ne peut être que contre-productive en plus d'être stérile.

Entre la mort de Marx, en 1883, et le moment où Lénine ébauche, dans « Que faire ? », en 1902, la théorie du mouvement révolutionnaire d'avant-garde, les conditions sous lesquelles se représenter la révolution prolétarienne se sont profondément transformées. L'Etat est réapparu au premier plan ; mais idéalement, l'Etat est déjà l'ensemble des services publics, mis à la disposition de tous les citoyens. La nécessité d'une organisation a émergé : il faut substituer aux efforts anarchiques des individus « un plan mondial et une discipline universelle ». Le débat « réforme ou révolution ? » prend une acuité sans précédent. Pour les uns, le jeu politique démocratique amène des changements qui, pour être graduels, n'en sont pas moins réels. Pour d'autres, non seulement les réformes ne viendront pas à bout de la révolution, mais plus il y aura de progrès social, plus l'idée de la « catastrophe totale » sera croyable.

Dans une courte annexe, Marcel Gauchet analyse les raisons pour lesquelles le socialisme ne s'est-il pas implanté aux Etats-Unis. Système politique bipartisan, syndicalisme « corporatif » ; anti-étatisme et individualisme : l'immigration encourage plutôt l'idéal de la réussite individuelle que celui de la redistribution égalitaire. Et aussi : absence d'Ancien Régime.

L'appel des extrêmes : 1. le socialisme entre démocratie et révolution.

Alors que les sectateurs de l'autorité et de la tradition découvrent –divine surprise – que le suffrage universel peut avoir des vertus conservatrices, le socialisme devient une force parlementaire susceptible d'arracher des concessions non négligeables au front des possédants.

Bernstein, qui a été l'exécuteur testamentaire d'Engels, et qui est un des théoriciens du parti social-démocrate allemand, soumet à un examen systématique la théorie sociale proposée par Marx et Engels. L'expérience montre qu'il est vain de compter sur l'effondrement spontané du capitalisme. Contrairement à leurs prédictions, la concentration de la production ne s'est pas traduite par la diminution du nombre des possédants. Il faut réévaluer la démocratie, qui est à la fois un moyen et un but. C'est un outil pour instaurer le socialisme, et la forme même de sa réalisation. Le socialisme est « l'héritier spirituel légitime » du libéralisme. S'il est essentiel pour le socialisme d'assumer cette généalogie libérale, c'est que cela lui permet d'éviter les illusions symétriques du collectivisme pur et de l'anarchisme intégral.

Ce constat a beau rencontrer un large assentiment, marquer des points dans les faits, il va rester minoritaire. En 1903, le parti social-démocrate allemand condamne officiellement les thèses révisionnistes.

Et loin de s'effacer, le prestige de l'idée de révolution persiste et même s'agrandit. Commentant la révolution russe de 1905, **Rosa Luxemburg** théorise avec vigueur les leçons du mouvement spontané des prolétaires russes. Les lois objectives de Marx et leur déterminisme implacable ont fait place au subjectivisme de l'action et à son pouvoir de création.

Lénine mise tout sur la politique. Il projette entièrement l'entreprise révolutionnaire dans l'espace de l'Etat. Ce que nous voyons ici se mettre en place, commente Marcel Gauchet, c'est l'une des illusions spécifiques qui présideront aux tragédies du XXe siècle : l'illusion de l'abolition de l'Etat véhiculée par l'étatisation (« en régime socialiste, écrit Lénine, tout le monde gouvernera à tour de rôle et s'habitue vite à ce que personne ne gouverne »). L'un des volets du mirage du politique sans lequel la domination totale n'eut pas été possible.

Pour Lénine, la « conscience politique de classe » ne peut être apportée aux ouvriers que de l'extérieur. Si mécontents de leur sort que soient les ouvriers, si combattifs qu'ils puissent à l'occasion se montrer, leurs luttes ne tendent pas au renversement du capitalisme. Leurs revendications se ramènent à l'aménagement de la société présente. Le pouvoir est par essence à vouloir : il ne tombe jamais tout seul entre les mains d'une classe ou d'un parti.

Le régime que l'on verra surgir du parti de Lénine est le produit fidèle, le rejeton fatal des principes définis dans la hâte en 1902. Le régime qui construit le socialisme sous la houlette du parti de la classe ouvrière et en fonction de la toute-puissance de la théorie marxiste évoque de façon troublante le régime qui voulait unir le ciel et la terre par sa hiérarchie sacrée.

L'appel des extrêmes : 2. de la contre-révolution au nationalisme.

Ce qui ouvre la porte, **en France**, à l'irruption d'une opposition nationaliste, c'est l'existence du régime républicain. La Nation est le moyen de mettre en accusation la République, supposée en trahir les intérêts. Il n'y a, pour Maurras, que la personnification royale pour s'opposer de façon tranchée à l'irresponsable anonymat parlementaire [*De Gaulle, par la suite, s'en inspirera... et c'est ainsi qu'on arrive à l'« omniprésident » Sarkozy...*]. Un ennemi intérieur est désigné, dont il s'agit de se séparer après l'avoir débusqué : le juif (associé aux francs-maçons, aux protestants et aux métèques) [*aujourd'hui, « on » parle des Roms, des musulmans...*].

Partout ailleurs, en revanche, la monarchie constitutionnelle oppose un barrage efficace à la cristallisation des nationalismes.

En Allemagne, cependant, un excentrique isolé dans son propre camp, Paul de Lagarde (Ecrits allemands, 1878-1886) prône un conservatisme radical et invite l'Allemagne à renouer avec son génie religieux propre et d'accomplir ce que la Réforme de Luther a engagé en devenant pleinement nation, c'est-à-dire pleinement une, par la religion. L'antijudaïsme de Lagarde se détermine en fonction de cette alliance entre religion et nation dont les Juifs offrent en fait le modèle. La nation offre le moyen de restaurer l'union du peuple et du pouvoir qui constituait l'âme originelle de la monarchie. L'unité spirituelle dont la nation constitue la promesse vivante ne peut s'obtenir que dynamiquement, moyennant l'expansion extérieure, en renouant avec la tradition germanique de la colonisation à l'Est.

Pour Chamberlain (1913), l'Allemagne est le cœur de la civilisation européenne, parce qu'elle est la nation où la race germanique a trouvé le type le plus pur. Il propose d'achever de constituer la nation en l'élevant à l'empire mondial. Les maîtres du IIIe Reich feront de Chamberlain leur ancêtre principal.

C'est sous le drapeau de l'impérialisme, au titre des aspirations frustrées à la grandeur (déroute devant les troupes éthiopiennes en 1896, annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche en 1908), que le nationalisme **italien** effectue sa percée. La conquête laborieuse de la Libye aux dépens de l'empire ottoman, en 1912, élargit l'audience de ce mouvement embryonnaire. L'une des originalités du nationalisme italien est son peu d'accointance avec l'extrême droite traditionaliste. C'est que l'unité italienne s'est faite contre l'Eglise romaine, de telle sorte que les partisans de l'ordre ancien ne sont guère portés à se reconnaître dans l'idée nationale.

L'assaut totalitaire

Les détours de la révolution.

1919. « Plus jamais ça ! » Les combattants démobilisés ramènent du front la mission sacrée d'épargner aux générations futures l'épreuve à laquelle ils ont survécu.

L'idée socialiste, dans le sens très large d'une possible réorganisation, à la fois rationnelle et juste, du système collectif, s'impose aux yeux de beaucoup comme la conséquence logique de l'expérience qui vient d'être vécue, et comme le moyen d'en conjurer le retour.

Le révolutionnaire conservateur, qui se cherchait laborieusement avant guerre, a achevé de naître dans les tranchées, et en fonction du repoussoir de la révolution bolchévique. Le 23 mai 1919, Mussolini fonde les Fasci italiani di Combattimento. En septembre, Hitler, informateur et agent de propagande antibolchévique de la Reichswehr, adhère au parti ouvrier allemand, créé en janvier, et qui deviendra le Parti ouvrier national-socialiste allemand au début de l'année suivante.

Le maître mot, à l'issue de ces mois dont on attendait le renouvellement du monde, sera la déception.

L'offensive socialiste est globalement un échec. Les forces d'ordre récupèrent la main, à partir de la fin 1920. A la mi-décennie, la société d'avant-guerre paraît remise sur ses rails. L'élection du maréchal Hindenburg à la présidence de la République allemande, en 1925, replace l'autorité traditionnelle au coeur des institutions. En France, Poincaré revient aux affaires dans l'été 1926, à la suite de l'expérience malheureuse du cartel des gauches. En Italie, l'année 1925 est celle de la consolidation du pouvoir mussolinien. Début 1926, la dictature fasciste a définitivement supplanté l'Etat libéral.

Les 21 conditions définies par Lénine ont fait éclater les partis hérités de la moribonde II^e Internationale, tous profondément partagés entre la fascination pour l'audace des révolutionnaires russes et le rejet de leurs méthodes. Toujours est-il que le camp de la révolution dispose désormais, avec le parti de type léniniste, d'un instrument de combat sans commune mesure avec les machines politiques à vocation parlementaire de la social-démocratie d'avant guerre.

Pour la première fois, en 1919-1920, le socialisme démocratique s'est véritablement confronté à la tâche de définir des propositions concrètes en matière de propriété collective ou de gestion des entreprises. Les idées qui ont été lancées alors – nationalisations, contrôle ouvrier – porteront leurs fruits un quart de siècle plus tard. Un vocable magique, celui de *plan*, trempé dans la forge bolchevique, viendra bientôt donner un nom à cette alliance du changement et de l'organisation.

Les événements vont bientôt se précipiter. En mai 1926, le maréchal Pilsudski établit ce qui deviendra une originale dictature indirecte à Varsovie. La Lituanie voisine est gagnée par l'exemple à la fin de l'année. Le régime italien lance en 1927 sa grande trouvaille conceptuelle : le corporatisme. Le modèle conquiert des adeptes en Autriche, en Roumanie, au Portugal, où Salazar devient ministre des finances du régime instauré par le coup d'Etat militaire de 1926. En 1929, la monarchie libérale d'Alexandre de Yougoslavie se transforme à son tour en dictature.

Entre temps, la lutte de succession des héritiers de Lénine a tourné en faveur de Staline. Trotski a été exclu du parti. En avril 1929, le premier plan quinquennal ambitionne d'« entreprendre la construction du socialisme à une vitesse inconnue dans l'histoire ». Le mot d'ordre de « collectivisation de masse » est lancé.

C'est dans ce contexte d'inquiétude et de radicalisation qu'éclate, le 24 octobre 1929, la bombe du krach de la Bourse de New York. Moins d'un an après, les nationaux-socialistes, portés par l'explosion du chômage et la « panique de la classe moyenne », font entrer 107 députés au Reichstag.

A l'issue des trois longues années que va durer la phase aiguë de la dépression, le renversement du rapport de force idéologique est sans appel. Le libéralisme est frappé d'un discrédit dont tout donne à penser qu'il est définitif. Le socialisme s'impose comme l'idée à laquelle il est désormais impossible d'échapper, sous l'aspect de l'exigence minimale, mais décisive, d'une maîtrise de l'économie.

Mais pour ceux que le collectivisme et le matérialisme bolcheviques révoltent, il existe un modèle alternatif : le fascisme italien.

Et le 30 janvier 1933, les politiciens allemands ouvrent la porte de la chancellerie à Hitler.

Les trois sources des expériences totalitaires.

Les régimes totalitaires, bolchevisme, fascisme, nazisme, se sont implantés en Russie, en Italie, en Allemagne, et pas ailleurs.

Ces expériences ne s'entendent que comme des tentatives de réponse à la crise du libéralisme [*faut-il avoir lu le tome 2 pour savoir précisément ce que l'auteur entend par là ?*].

Au-delà de leurs différences, elles ont en commun trois sources : le legs passionnel de la guerre, l'épreuve de la défaite ; l'incertitude en matière de légitimité du pouvoir ; l'héritage de la notion d'Empire.

Défaite : situation militaire désastreuse dans la Russie de 1917 ; clauses draconiennes du traité de Versailles, qui provoquent une indignation profonde dans l'opinion allemande ; immense frustration dans le cas de l'Italie, qui, bien que dans le camp des vainqueurs, ne parvient pas à obtenir satisfaction lors des négociations de paix.

Légitimité introuvable : le grand basculement de la légitimité religieuse vers la légitimité démocratique prend, dans les trois cas, une allure aiguë et problématique. Le principe démocratique n'a que de faibles racines, en Russie, quand le régime tsariste s'écroule. En Italie, la royauté est atteinte dans son prestige, tant la conduite de la guerre et de la diplomatie ont été violemment contestées. En Allemagne, la république de Weimar porte la tare originelle de la défaite, elle a eu à réprimer l'insurrection spartakiste, ce qui lui a aliéné l'extrême gauche. Elle a eu à faire face à l'épisode traumatisant de l'hyperinflation. Elle ne survivra pas à la crise de 1929.

La réponse totalitaire à la crise de la représentation emprunte trois canaux, grâce auxquels l'union substantielle du peuple et du pouvoir est supposée se rétablir, là où le formalisme libéral laisse s'installer la dissemblance et le divorce : le parti, le leader, l'idéologie.

A la différence des totalitarismes, dans le cas des autoritarismes qui fleurissent parallèlement (Pologne, Portugal, Hongrie, Grèce, Espagne), les institutions traditionnelles, les Eglises, l'armée, les grands, les notables, la police, gardent l'appui d'une fraction de la population assez large pour maintenir leur règne sans qu'il soit nécessaire de leur inventer des substituts, au prix cependant de la recherche d'une dépolitisation de l'action collective. Les régimes totalitaires, au contraire, tendent à tout politiser. L'Italie représente un cas charnière : le totalitarisme est obligé d'y composer avec la monarchie et l'Eglise.

L'ombre de l'empire. La Russie est un empire, qui mène avant la guerre une politique impérialiste active. L'empire des tsars s'est définie comme l'héritière légitime de Constantinople, elle-même héritière de l'empire chrétien. Il n'est pas excessif de dire que l'empire russe, soumis à de très fortes tensions centrifuges, du fait des revendications des nationalités, a été sauvé par la révolution bolchevique, au nom de l'internationalisme prolétarien.

L'empire a été, durant des siècles, en Allemagne, le symbole nostalgique d'une grandeur perdue. Héritier de Rome, le Saint Empire romain germanique du Moyen Age s'est étioilé avant de sombrer. De ce point de vue, la fondation bismarckienne du II^e Reich, en 1871, a été vécue comme une revanche. Mais ce Reich laisse en dehors une partie notable des peuples de langue et de culture germanique. Le programme nationaliste se résume tout naturellement dans un III^e Reich à fonder.

Pour l'Italie, l'Empire romain est certes très loin, mais, grâce à l'Eglise, le nom de Rome continue de rayonner et de représenter le cœur du monde...

L'empire des bolcheviks.

Lénine et ses compagnons vivent les premiers temps de la révolution et de la guerre civile dans l'attente de la révolution mondiale qui ne peut manquer, dans leur esprit, de se propager à partir de ce premier foyer russe. Quand la guerre civile s'achève, en 1921, force est de constater que l'embrasement annoncé n'a pas eu lieu et n'est plus à l'ordre du jour.

Il apparaît vite nécessaire de trouver un *modus vivendi* avec la paysannerie. Dans les campagnes, la révolution s'est faite contre les servitudes de l'Ancien régime et contre les innovations que le développement capitaliste avait commencé d'introduire. Aussi la vaste redistribution égalitaire des terres débouche-t-elle sur une « archaïsation » de la paysannerie, et un retour vers l'autosuffisance villageoise. Le Parti lance donc la « nouvelle politique économique ».

Mais dans le même temps, il condamne les fractions au sein du Parti, dont le rôle dirigeant est réaffirmé, avec la subordination des syndicats. Avec ce perfectionnement, la dictature bolchevique a définitivement trouvé son principe totalitaire.

Ayant écarté Trotski, puis Boukharine, Staline, passant au premier plan en 1928, lance le pouvoir bolchevique dans l'aventure de la collectivisation de l'agriculture et de l'industrialisation à outrance.

L'entrée au Parti devient le canal par excellence de la promotion sociale.

En 1929, la décision est prise de réaliser le plan quinquennal en quatre ans. « Nous devenons le pays du métal, le pays de l'automobile, le pays du tracteur ». Staline est salué comme « le nouveau Lénine ».

En 1930, le Politburo décide « la liquidation des exploitations koulaks dans les régions de collectivisation totale ».

La « guerre contre les paysans » que fut en vérité la « dékoulakisation » se soldera par 2 800 000 déportations entre 1930 et 1933 (sur cinq à six millions de dékoulakisés). Au total, plus de 20 millions de paysans quitteront leurs villages pour la ville entre 1930 et 1935. L'importance de ces prélèvements va conduire à la famine de 1932-1933, qui fera 6 millions de victimes, principalement en Ukraine.

L'offensive socialiste est passée par une « révolution culturelle » appelant à une politisation de toutes les activités, y compris les sciences, les arts, et même... les échecs !

C'est en ce sens que l'on est fondé à parler du passage d'un pouvoir totalitaire à un régime totalitaire, où le pouvoir dispose d'un contrôle total de l'existence collective.

En 1937-1938, plus d'un million et demi de personnes seront arrêtées par le NKVD, dont la moitié environ sera fusillée. Lors des procès de Moscou, d'anciens dirigeants de premier plan, Zinoviev, Piatakov, Rykov, Boukharine, avouent des complots et des crimes extravagants avant d'être exécutés. 98 des 139 membres du Comité central élu en 1934 seront éliminés. De février 1937 à novembre 1938, ce sont au total 44 000 cadres communistes qui seront condamnés pour activités contre-révolutionnaires, dont 39 000 à mort.

Outre la désorganisation provoquée par les arrestations en série et la paralysie suscitée par la peur, la chasse aux « ennemis du peuple » allume une sorte de guerre civile à l'intérieur de l'appareil. Loin de donner au centre une prise sur la périphérie, elle n'a abouti qu'à soustraire davantage encore les échelons locaux au contrôle.

Autrement dit, le système n'a pas les moyens de se corriger et de se normaliser ; il n'a pas la possibilité de se pourvoir de l'intérieur d'un équivalent du contrôle que les mécanismes de la représentation et de l'alternance assurent dans les régimes libéraux.

Le fascisme en quête de lui-même.

C'est sur le trépied du nationalisme frustré, du rejet d'un système politique bloqué et de la réaction à la menace de révolution sociale que va se bâtir l'accession du fascisme au pouvoir.

Issu de la Romagne rouge, fils d'un socialiste d'inspiration anarchiste, Mussolini est acquis à l'idée révolutionnaire dès ses 17 ans, en 1900. A la guerre de Libye, en 1911, il s'impose, au sein du parti socialiste, en tant que chef de file du courant révolutionnaire, radicalement opposé à la guerre. Il se retrouve à la tête du quotidien du parti, *l'Avanti !*, fin 1912, et devient l'un des trois membres de l'exécutif du parti en 1914.

La Grande Guerre lui fait rencontrer la nation. Alors que l'Italie opte en août 1914 pour la neutralité, et contre l'avis majoritaire de son parti, Mussolini se rallie à la cause de l'intervention. Il est exclu du parti socialiste en novembre 1914. Il achève sa conversion dans les tranchées. Mobilisé lors de l'entrée en guerre de l'Italie en mai 1915, il est rendu à la vie civile en 1917 à la suite d'une blessure.

Qui, mieux que les soldats d'hier, peut défendre la victoire contre l'impérialisme des autorités civiles ? C'est dans cet esprit que Mussolini fonde, en mars 1919, les « Faisceaux italiens de combat », noyau initial du mouvement fasciste.

Les fascistes sont battus à plate couture lors des élections de novembre 1919, remportées par les socialistes et les catholiques du parti populaire. Mais après la vague d'agitation sociale de 1920, les fascistes s'allient à la coalition gouvernementale et emportent 35 sièges aux élections de 1921. Mussolini met de l'eau dans son vin sur le chapitre de l'anticléricisme ; il abjure le républicanisme virulent qu'il affichait en tant que socialiste.

La gauche socialiste lance en juillet 1922 une « grève générale légalitaire » pour protester contre la subversion fasciste. Les fascistes ripostent en simulant un coup d'Etat (la marche sur Rome)... et c'est tout à fait régulièrement que Mussolini est nommé Premier ministre par le roi le 30 octobre 1922, et confirmé par un vote de confiance du parlement.

Il déploie une activité frénétique, cumulant l'Intérieur et les Affaires étrangères en plus de la présidence du Conseil. Orateur écouté, manœuvrier, habile tacticien, il veille à répandre l'image de son omniprésence et de son omniscience. Il multiplie les bains de foule, met en scène sa jeunesse (40 ans), sa pratique des sports [*à qui cela fait-il penser aujourd'hui ?*]. Dans un premier temps, toutefois, il continue à jouer le jeu des élections. En avril 1924, malgré les intimidations et les violences des milices fascistes, l'opposition réunit 3 millions de suffrages.

L'Italie, comme les autres pays belligérants, se débattait avec une dette colossale ; elle était en proie à l'inflation et, en raison notamment de l'ampleur des importations alimentaires, à la dépréciation de sa monnaie. Mussolini lance l'idée d'un effort national en vue de l'autosuffisance : ce sera la « bataille du blé » (1925). De fait, au début des années 1930, l'Italie parviendra à l'autosuffisance alimentaire.

La dictature s'installe en 1925-1926, en réponse à l'ébranlement provoqué par l'assassinat du député socialiste Matteoli. La loi du 24 décembre 1925 fait de Mussolini non plus le banal « président du conseil », mais le « chef du gouvernement et *duce* du fascisme ». Il détient la totalité du pouvoir exécutif et n'est plus responsable que devant le roi. C'en est fini du parlementarisme. Les lois de novembre 1926 achèvent de consolider la dictature : tous les partis et mouvements susceptibles de s'opposer au régime sont dissous, les journaux antifascistes sont fermés.

Le régime fait de l'organisation corporative la base de la représentation politique : les syndicats proposent les candidats, le Grand Conseil opère une sélection et forme une liste nationale qui est soumise à la ratification des électeurs (1929).

Grâce aux accords de Latran (1929), qui reconnaissent le pouvoir temporel du pape dans la Cité du Vatican, et surtout la valeur civile du mariage religieux, et la reconnaissance du rôle de l'enseignement religieux, le régime obtient l'appui, ou en tout cas la neutralité bienveillante, des masses catholiques.

En 1932, il est à son apogée. Il a ses admirateurs déclarés, et non des moindres – Churchill ou Gandhi.

« Pour le fascisme, tout est dans l'Etat, et rien d'humain et de spirituel n'existe, ni a fortiori n'a de valeur en dehors de l'Etat. En ce sens, le fascisme est totalitaire », écrit Gentile, l'un des idéologues du régime.

En 1934, Mussolini s'oppose au coup de force des nazis autrichiens (assassinat du chancelier Dolfuss) ; il peut encore se permettre de regarder de haut le débutant qu'est son homologue allemand, Hitler (devenu en 1933 chancelier d'Allemagne), pour lequel il n'éprouve ni sympathie, ni considération.

En octobre 1935, il se lance en guerre contre l'Ethiopie : la victoire est acquise en mai 1936. Dès juillet 1936, il apporte son soutien à Franco, soulevé contre le gouvernement républicain espagnol (il y aura jusqu'à 70 000 soldats italiens engagés). Il se rapproche ainsi de l'Allemagne nazie, qu'il visite en septembre 1937. En mai 1938, le rapprochement avec l'Allemagne est scellé lors d'un voyage de Hitler à Rome en dépit des conditions humiliantes pour le Duce dans lesquelles l'Anschluss a été opéré, deux mois auparavant (Hitler l'a mis devant le fait accompli).

Le régime se durcit : campagne antibourgeoise, abandon du vouvoiement, « défense de la race », Une loi exclut les juifs de toutes fonctions officielles.

Au printemps 1939, quand Hitler le met de nouveau devant le fait accompli en envahissant la Tchécoslovaquie, en mars, il réagit par l'invasion de l'Albanie trois semaines plus tard. Le 22 mai 1939, le Pacte d'acier soude le destin des deux dictatures.

« Le fascisme vit d'exaltation, et l'exaltation, c'est moi », dit Mussolini. La guerre est, à côté de la révolution, le seul autre moyen de susciter un climat mystique hors religion. « Rester neutre, dit-il en avril 1940, déclasserait l'Italie pour un siècle en tant que grande puissance, et pour l'éternité en tant que régime fasciste. Le 10 juin, rassuré par le succès des armées hitlériennes, il fait le saut et précipite l'Italie dans la guerre.

L'escalade nazie.

Avec le racialisme antisémite, le national-socialisme dispose, dès sa fondation ou presque, d'un noyau doctrinal.

1919. La contagion de la révolution bolchevique menace : soulèvement spartakiste à Berlin, soviets en Bavière... De façon totalement fantasmagorique, le bolchevisme est assimilé au judaïsme. Derrière l'internationale capitaliste, on croit retrouver également la main des juifs. La défaite, la désagrégation du régime impérial et l'avènement de la République ouvrent la porte à une radicalisation en règle de l'ultra-nationalisme.

Le caporal Hitler s'inscrit au minuscule Parti ouvrier allemand, qui deviendra en mars 1920 le Parti national-socialiste ouvrier allemand (NSDAP). Il en devient le chef en 1921. Il y développe ses thèmes favoris, « pourquoi sommes-nous antisémites ? », l'Aryen est le travailleur par excellence, tandis que le Juif est le pur parasite. Le travail correspond à un « sentiment moral du devoir » [à qui cela fait-il penser aujourd'hui ?]. « Le socialisme ne peut être mené à bien qu'en compagnie du nationalisme et de l'antisémitisme. » Le « peuple sans espace » qu'est le peuple allemand doit acquérir de nouveaux territoires, pour pouvoir nourrir sa population. L'échec piteux du putsch de novembre 1923 conduit Hitler en prison, où il rédige « Mein Kampf », et le fait renoncer à la méthode du coup d'Etat pour conquérir le pouvoir. A la fin 1926, il a reconstruit le NSDAP, qui lui est totalement dévoué. Aux élections de 1928, les nationaux-socialistes n'obtiennent que 2,6 % des voix.

Du fait du retrait de capitaux américains, l'impact du krach new-yorkais d'octobre 1929 est direct, rapide et massif en Allemagne. La coalition des partis au pouvoir (sociaux-démocrates, centre catholique, libéraux) se rompt le 27 mars 1930. Aux élections de septembre, les nazis obtiennent 18 % des voix (les communistes, 13 %). Aux élections présidentielles de mars-avril 1932, qui voient la réélection de Hindenburg, Hitler obtient 30 % des voix au premier tour, 37 % au deuxième. Hindenburg dissout la chambre, les nazis obtiennent 38 % des voix, 230 sièges au Reichstag. Hindenburg refuse de nommer Hitler, la situation est bloquée : à eux deux, nazis et communistes ont 52 % des voix au Reichstag. Nouvelle dissolution, nouvelles élections : les nazis obtiennent 33 % des voix, les communistes 17 %. Hindenburg nomme Hitler à la chancellerie (30 janvier 1933) (en le flanquant de conservateurs classiques supposés le neutraliser).

Hitler dissout le Reichstag. Pendant la campagne électorale, le Reichstag est incendié : les nazis exploitent la situation à fond, en suspendant les libertés fondamentales et en mobilisant la répression policière contre leurs adversaires. Les nazis obtiennent près de 44 % des voix. Le nouveau Reichstag vote les pleins pouvoirs au gouvernement Hitler (23 mars). Les nazis s'emparent du pouvoir dans les Länder. Les marxistes sont persécutés (premier camp de concentration annoncé par Himmler dès le 20 mars). Le 2 mai, les syndicats sont dissous. Les livres « non-allemands » font l'objet d'un autodafé spectaculaire le 10 mai. Le 1^{er} avril, un boycott des magasins juifs est lancé dans toute l'Allemagne, le 7 avril, une loi exclut de la fonction publique les agents « non-aryens ». Le 14 octobre, l'Allemagne se retire de la société des nations, et son choix est ratifié à plus de 95 % par référendum. A l'élection d'un nouveau Reichstag couplée à ce référendum, les nazis obtiennent 92 % des suffrages.

En 1934, des dissensions se font jour : les « réactionnaires » veulent en venir à un authentique régime d'ordre, l'aile marchante du parti nazi trouve que les concessions aux réactionnaires ont assez duré. Hitler se débarrasse de ces contradictoires, qui sont purement et simplement liquidés (Nuit des longs couteaux, 30 juin). Le 2 août,

Hindenburg meurt, la décision est prise de fusionner les fonctions de chancelier et de président. Cette décision est approuvée par près de 90 % des électeurs lors d'un nouveau référendum.

Hitler divisait, en tant que patron du parti nazi ; il devient l'image de l'unité, en tant que chef du gouvernement. De tous les totalitarismes, le nazisme est celui qui s'insère le plus profondément dans l'espace démocratique.

Ce n'est pas une conversion subite à l'idéologie nazie qui précipite l'adhésion des masses, mais la réponse que le pouvoir hitlérien semble en mesure, tout d'un coup, d'apporter à une situation désespérée. Triple réponse, à l'impuissance intolérable des institutions, à la descente aux enfers économique et sociale, à l'humiliante mise au ban du pays sur le plan international.

Fort de l'autorité sans partage qu'il est parvenu à bâtir, Hitler défie les puissances alliées. En mars 1935, il rétablit le service militaire obligatoire. Le 7 mars 1936, il réoccupe la zone démilitarisée en Rhénanie, sans que personne ne bouge (aux élections pour le Reichstag du 29 mars, la liste du Führer obtient 99 % des voix. Le 1^{er} novembre, Mussolini annonce la création de l'axe Rome-Berlin : l'Allemagne est sortie de son isolement ; en fin novembre, le Japon et l'Allemagne signent un pacte anti-Komintern. La politique de grands travaux et de réarmement a fini par réussir au-delà de toute espérance : fin 1936, l'Allemagne a quasiment retrouvé le plein emploi. Le double traumatisme de la défaite de 1918 et de la crise de 1929 est effacé.

Hitler précipite l'Anschluss en mars 1938, sans un coup de feu : « l'Allemagne est devenue la grande Allemagne ». Un référendum ratifie la réunion des deux pays, par 99,75 % des voix. A Munich, les 29 et 30 septembre 1938, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie prévoient la cession à l'Allemagne des Sudètes par la Tchécoslovaquie, mise devant le fait accompli. La guerre semble évitée, à la joie générale.

La Slovaquie fait sécession. Le 15 mars 1939, l'armée allemande entre à Prague, la Bohême-Moravie est intégrée dans le Reich, tandis que la Slovaquie devient un Etat satellite. Hitler, cette fois, est sorti des limites de la revendication nationale, il a fait un pas vers l'empire.

Un diplomate est assassiné, à l'ambassade d'Allemagne à Paris, par un jeune juif réfugié en France. La nouvelle donne lieu à un pogrom en Allemagne (la « Nuit de cristal », du 9 au 10 novembre 1938) : saccage des synagogues et des magasins juifs, arrestation et internement de milliers de juifs.

Hitler est devenu un véritable mythe. Le Führer est en union intime avec le peuple. Dilettante (à l'opposé de Staline ou Mussolini), il délègue à des intermédiaires qui démultiplient son action.

Lorsqu'il se résout à attaquer la Pologne, il croit à un conflit localisé, à la passivité de l'Angleterre et de la France (« nos ennemis sont du menu fretin »). Il vient de signer un pacte avec l'Union soviétique de Staline, précisément pour cantonner le conflit. La Pologne est écrasée en un mois, en septembre 1939. Français et Anglais ratent le coche en choisissant l'attentisme au lieu d'attaquer à l'Ouest pendant que le gros des forces allemandes est occupé à l'Est. Après les mois de la « drôle de guerre », l'offensive allemande, le 10 mai 1940, à travers la Belgique et les Ardennes, est fulgurante. Le 14 juin, les troupes allemandes entrent dans Paris, le 17, la France demande l'armistice.

Hitler rentre à Berlin en triomphateur, le 6 juillet. Il espère annihiler l'Armée Rouge en quelques mois. L'attaque lancée le 22 juin 1941 remporte des succès foudroyants. En trois mois, les Allemands font 2 millions de prisonniers soviétiques. En septembre, Leningrad est assiégée, les troupes sont à 70 km de Moscou, la plus grande partie de l'Ukraine est occupée. Mais l'effondrement escompté ne se produit pas. La résistance russe se révèle extraordinairement coriace. Les pertes sont énormes. Leningrad tient. L'offensive devant Moscou échoue. L'attaque japonaise à Pearl Harbour précipite l'entrée en guerre des Etats-Unis. Hitler prend les devants en leur déclarant la guerre le 11 décembre. La conflagration est devenue mondiale.

On est passé dans un combat métaphysique entre les forces du bien et les forces du mal. C'est ce schème apocalyptique qui s'empare des esprits dans l'Allemagne nazie des années 1942 à 1945, c'est lui qui mobilise l'adhésion dont le régime continuera de faire l'objet presque jusqu'au bout ; c'est lui qui paraît avoir présidé au saut hors des limites du concevable qu'allait représenter la décision d'annihiler le peuple juif.

Deux millions de prisonniers de guerre soviétiques mourront de faim au cours de l'hiver 1941-1942. En avril-mai 1942, ce qui restait des juifs de Serbie est anéanti au moyen de canons à gaz. En juillet 1942, le camp d'Auschwitz est équipé pour l'extermination en grand-chambres à gaz et fours crématoires. A l'automne 1943, l'*Aktion Reinhard* –l'extermination des juifs à Belzec, Sobibor et Treblinka- est terminée : elle aura fait un million et demi de victimes.

Le 29 mars 1942, le bombardement de Lübeck inaugure les frappes massives de l'aviation anglo-américaines sur les villes allemandes.

En avril 1942, Hitler s'attribue les pleins pouvoirs, en particulier dans le domaine judiciaire. Malgré le pillage en règle des territoires occupés, il devient impossible d'éluder la crise des approvisionnements : rationnement pour tout le monde.

Le 7 janvier 1943, au lendemain de la chute de Stalingrad (les chefs nazis comprennent alors qu'ils ont perdu, ou en tout cas que leur grand dessein n'aboutira pas), Hitler dit à ses proches : « il nous faut éliminer la juiverie non seulement du territoire du Reich, mais de l'Europe entière.

La communauté juive hongroise sera détruite en 1944, alors que jusqu'alors le régime autoritaire de l'amiral Horthy, bien que satellite de l'Allemagne nazie et engagé à ses côtés contre l'Union soviétique, avait tenté de les mettre à l'abri de la persécution.

Totalitarisme, idéocratie, religion séculière

On n'avait jamais vu ce type de pouvoir et d'organisation politique. On ne le reverra jamais plus. Il aura été le produit d'une conjoncture.

Le parti totalitaire a pour spécificité de vouloir tous les pouvoirs. Le pouvoir totalitaire ne se conçoit pas sans une vision du monde, une doctrine, une idéologie, embrassant l'ensemble des rouages et des composantes de l'existence collective.

Le phénomène totalitaire est étroitement associé par tous ses traits à la crise du libéralisme, telle qu'elle s'installe entre 1880 et 1914, et telle qu'elle atteint des proportions explosives dans le sillage de la Grande Guerre. La démonstration de puissance de l'Etat-nation lors de la Grande Guerre avait diffusé la conviction que la politique se doit de commander la vie collective en son entier (donc y compris l'économie) ou n'a pas de sens.

La deuxième révolution industrielle a projeté littéralement les sociétés humaines dans une autre dimension, de l'entreprise géante à la compétition impérialiste, en passant par le capital financier international. Qui peut raisonnablement penser que c'est avec un instrument politique aussi dérisoire que le gouvernement parlementaire que l'on pourra faire face aux forces titanesques déchaînées par le mouvement de l'économie ?

Sans l'idéologie, le système qu'elle faisait tenir debout s'effondre : le communisme soviétique s'est désagrégé quand révolution, classe ouvrière, abondance communiste du « à chacun selon ses besoins » en sont venus à ne plus rien vouloir dire pour personne. Et, dans le cas de la direction communiste chinoise à la fin des années 1970, la déroute a été anticipée au lieu d'être subie, et la retraite s'est effectuée en bon ordre, au prix d'un changement de cap radical.

L'idéocratie comme projet de domination de l'histoire ou d'arrachement à l'histoire ne se comprend en dernier ressort que comme religion séculière, c'est-à-dire très précisément comme réinvention de la forme religieuse par des moyens séculiers.

La démocratie réinventée

Du socialisme à la démocratie

Les sociétés européennes ont trouvé le moyen de dominer par d'autres voies les problèmes dont la radicalité totalitaire semblait seule capable de venir à bout. Elles ont enraciné la démocratie en la redéfinissant de fond en comble, sans même s'en rendre compte. Elles ont relevé les multiples défis de la crise du libéralisme. C'est l'autre face de notre XXe siècle, sa face glorieuse et méconnue, éclipsée qu'elle est par sa face de terreur et d'horreur.

Avant 1945, pour les régimes qui se parent de l'étiquette de « démocraties libérales », il ne s'agit que d'une ouverture du système représentatif au suffrage universel qui n'en modifie pas substantiellement la nature. Autre chose est la démocratie proprement dite, qui n'advient qu'avec les réformes engagées à la Libération.

En 1945, la voie de la réforme est grande ouverte. Le capitalisme est communément tenu pour condamné. L'Union soviétique a conquis un brevet de respectabilité par sa résistance à l'agression nazie et son alliance avec les démocraties. La sympathie dont elle dispose s'étend jusqu'à la méthode des plans quinquennaux, dont les succès dans l'édification d'une industrie moderne sont regardés comme exemplaires. Le mot de « révolution » est sur toutes les lèvres. « Tout le monde sent la nécessité d'une organisation collective de la production et de la répartition des richesses », explique Léon Blum. Les mouvements de résistance ont été de puissants foyers d'élaboration et de diffusion de réflexions sur le dépassement du capitalisme, la conduite de l'économie et la transformation de l'Etat.

La victoire travailliste aux élections britanniques de juillet 1945 semble ouvrir la troisième voie du socialisme dans la liberté. L'économie mixte prend corps au travers d'une série étendue de nationalisations, de la Banque d'Angleterre à la sidérurgie, en passant par l'énergie et les transports. L'assurance nationale obligatoire contre le

chômage, la maladie et la vieillesse est instituée. Les hôpitaux sont nationalisés, l'accès universel libre et gratuit aux soins médicaux est garantie.

Mais en octobre 1951, la ferveur initiale est loin. Le *Welfare State* et son appareil redistributif n'ont ni produit l'égalité, ni sapé la hiérarchie sociale. Les conservateurs prennent leurs revanche aux élections.

Cependant, la plupart des acteurs qui se réclament de l'idéal socialiste savent désormais que l'unité à laquelle ils aspirent exige le jeu des différences qu'il ne saurait être question d'abolir. Ce changement de perspective sera le levier décisif de l'inventivité de la période.

La conscience chrétienne, de son côté, s'est convertie à la modernité démocratique.

Le socialisme règne, la démocratie chrétienne gouverne : ainsi pourrait se résumer le compromis typique d'après guerre.

Conduire l'économie.

Il est hors de question de laisser un secteur vital de l'existence collective hors de la prise de la collectivité, de l'abandonner à des intérêts privés ou, pis encore, à des mécanismes aveugles. Une partie ne peut dicter sa loi au tout, que ce soit au titre du droit de propriété ou des lois prétendument naturelles du marché.

Keynes définit les principes de la régulation conjoncturelle de l'économie par la puissance publique : la monnaie, le budget, l'impôt sont autant d'instruments à sa disposition.

En France, le gouvernement du général de Gaulle, auquel participent socialistes et communistes, procède à la nationalisation des 4 plus grandes banques de dépôt et de 32 compagnies d'assurances (tout en accordant une certaine autonomie aux entreprises nationalisées). Le plan, lancé sous l'impulsion de Jean Monnet, finit par prendre valeur de modèle : indicatif, non contraignant, il fait appel à la concertation des partenaires.

Chaque pays s'adapte. Les plus petits (Suède, Pays-Bas, Belgique, Autriche) préfèrent, à la fonction directrice attribuée à l'Etat, la négociation sociale entre patronat et syndicats. L'Allemagne se lance dans un programme original de démocratisation de l'économie, grâce à la participation des employés à la gestion des entreprises, avant de se rallier à la régulation keynésienne.

Ces politiques se révèlent efficaces au-delà de toute attente. En 1952, le rétablissement de l'Europe occidentale est acquis. Les sociétés occidentales sont emportées par une expansion à des rythmes sans précédent. La croissance devient l'objectif conditionnant les autres : elle permet de donner beaucoup à ceux qui ont peu, en prenant peu à ceux qui ont beaucoup. La puissance publique a trouvé en face d'elle une société civile non moins active, que ce soit pour entreprendre, revendiquer ou innover.

A l'opposé de l'idéocratie, l'Etat de régulation et d'anticipation ne se présente pas comme le détenteur d'un savoir final sur l'essence de la société et les buts de l'histoire.

A la différence de l'Etat-parti totalitaire, l'Etat de régulation et d'anticipation ne vise pas à donner son ordre à la collectivité (c'est le paradoxe de cette phase sans précédent de croissance de l'Etat que d'avoir débouché sur une autonomisation de la société tout aussi inédite). Il garantit les libertés fondamentales des citoyens, la liberté de la délibération collective et la libre désignation des gouvernants par le suffrage. Les gouvernants doivent se soumettre à des règles de droit, à des limites de temps, à un contrôle public.

Protéger les individus

« Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale », cela est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).

Dans une conversation avec Bertrand de Jouvenel, Beveridge, l'un des inspirateurs du *Welfare State*, se dit « partisan résolu d'une société où chacun fasse son destin dans un climat compétitif. » Il estime qu'« il n'y a de progrès qu'autant que la carrière est ouverte aux talents et qu'ils peuvent librement déployer leurs inégalités naturelles et en recueillir les fruits. Mais une telle société ne se justifie qu'autant qu'elle offre à chacun sa chance. Et encore, il faut qu'elle soit humaine, prenne soin de ceux qui tombent dans leur course. Donc la société individualiste appelle une politique d'emploi total et de sécurité sociale ».

L'exigence de justice sociale demande, au nom de l'égalité des chances, d'offrir aux défavorisés les moyens d'exprimer leurs capacités en participant à la compétition pour les meilleures places. L'instruction est la première arme dans l'existence que la société doit à ses membres. Mais il ne peut être question de se contenter d'une dotation élémentaire pour chacun.

Un délicat équilibre est à trouver, entre la reconnaissance de l'indépendance individuelle comme norme, et l'intervention pour la protéger ou la produire dans les cas où elle est de fait entravée. Le pire reproche que puisse encourir l'Etat social est de créer des « assistés », autrement dit de provoquer la dépendance qu'il a pour mission de combattre.

Un des effets de l'Etat social a été de transformer l'allure du problème des classes sociales. Ce qui lui conférerait sa centralité dans le paysage européen était l'ombre obsédante de la société des rangs, l'héritage omniprésent des antiques hiérarchies statutaires. En ajoutant l'individualisation à l'égalisation politique, l'Etat social aboutit à une « déprolétarianisation ». La conscience de classe s'est diluée dans la singularisation des destins.

La société d'individus ne peut considérer que comme un scandale l'assimilation des êtres à une position sociale du fait de leur naissance. Ramenée à un problème d'injustice entre individus, la question sociale devient une question impossible à clore, sans cesse renaissante.

Représenter et gouverner

Nous vivons sans nous en rendre vraiment compte sur une philosophie du gouvernement qui n'a plus rien à voir avec celle des fondateurs. Le pouvoir exécutif a obtenu la primauté aux dépens du pouvoir législatif, et cette promotion s'est accompagnée de sa personnalisation. L'institutionnalisation du conflit de classes se traduit par le rôle reconnu aux partis dans le processus politique.

Les réformes d'après guerre ont apporté une réponse systématique aux interpellations totalitaires, issues elles-mêmes des lacunes, des dysfonctionnements ou des contradictions des régimes libéraux.

Ne peut-on pas trouver Marcel Gauchet exagérément optimiste ? La « démocratie libérale » du milieu des années 1970 aurait pu connaître des approfondissements : le tryptique « propriété sociale des moyens de production, planification démocratique, autogestion » dessinait des perspectives. Il n'en a rien été. Au contraire, la « démocratie libérale » est de plus en plus vidée de sa substance.

Aujourd'hui, n'assistons-nous pas à un systématique dessaisissement des peuples ? Pouvoir économique confisqué par les oligarchies financières internationales ; travailleurs du monde entier mis en concurrence ; banque centrale européenne soustraite au contrôle démocratique, de même que nombre de prétendues « autorités indépendantes » ; mainmise de l'oligarchie financière sur les médias ; démantèlement systématique des services publics ; rétrécissement progressif de la sécurité sociale...

La démocratie n'est-elle pas devant d'énormes défis ? Même si elle correspond à une aspiration universelle, elle est loin d'avoir conquis l'ensemble de l'humanité : que l'on songe à la Chine, à la Russie, à nombre d'Etats du Moyen-Orient, au problème des castes en Inde, à la corruption dans nombre de pays d'Afrique ou d'Amérique latine...

Enfin, et peut-être surtout, l'humanité s'est-elle dotée des moyens de faire face à la redoutable crise écologique qui se développe ?

Quelles seraient aujourd'hui les forces susceptibles de s'opposer à l'oligarchie ?

Redonnons la parole à Marcel Gauchet :

« Sans une ferme analyse du processus de réinvention qui s'est joué au cours des « Trente Glorieuses » de la démocratie, 1945-1975, la trajectoire qui mène aux impasses actuelles est destinée à rester opaque(...). Il n'y a que l'intelligence de ce qu'est devenue la démocratie qui puisse nous procurer le sens de ce qu'elle est susceptible de devenir (...). [Depuis les années 1970] les facteurs de structure et les événements se sont ligüés pour provoquer une inflexion de grande ampleur, nous faire basculer dans un autre monde et nous précipiter dans la crise ».

Nous ne sommes pas obligés d'attendre le Ixe tome pour y trouver une issue, et travailler à la faire advenir.

Courrier des lecteurs. Réactions à la note de lecture N° 4 (Retraites : l'heure de vérité) :

JMC: merci pour ton courrier toujours très intéressant.

DL : Dans quelle société voulons-nous vivre ? C'est certes la question essentielle que chaque progressiste doit se poser. Mais pour les retraites, le sujet est plus simple : le problème de fond est la répartition des profits entre les salaires et le capital. Depuis près de 40 ans le capital est favorisé au dépens du salaire. Demandons donc simplement une revalorisation des cotisations patronales. C'est la seule revendication si ce n'est aussi clamer "40 ans de cotisation c'est déjà trop".

Mais pour l'ensemble des partis et des syndicats qui se réclament avec erreur de la classe ouvrière, il est hors de question de poser le problème dans ce sens car le gouvernement a posé comme axiome de base de ne pas accroître le coût du travail. Dans un système économique ouvert l'alternative est effectivement difficile. C'est pour cela aussi que les organisations dites de gauche devraient exiger un retour aux règles d'échanges bilatérales entre les pays et dénoncer le système mondialisé de l'OMC. Ce point de vue réclame aussi de façon induite le retrait de la France de l'UE.

Pour moi, tu l'as bien compris Jean-Paul, il ne faut pas pour solutionner le financement des retraites chercher pour l'instant une autre voie que le salaire différé.